

Macron face à l'inculture économique des Français

Eric Le Boucher, *Les Echos*, 2 novembre 2017



Fabien Clairefond pour « Les Echos »

Les réformes d'Emmanuel Macron sont le fruit de raisonnements économiques auxquels n'entendent rien la plupart de nos concitoyens. Il est plus aisé de créer de fausses polémiques que de susciter de vrais débats de fond.

La plus résistante des difficultés auxquelles se heurte le président de la République n'est pas politique, on l'a vu, elle n'est pas syndicale, on l'a observé sur [le Code du travail](#), elle n'est pas même celle de la rue, Jean-Luc Mélenchon vient de l'admettre, elle est culturelle. Les Français ne comprennent absolument rien aux raisonnements qui structurent ses réformes. Les Français, c'est-à-dire l'opinion, mais aussi nombre de catégories importantes comme les fonctionnaires, les juges, la plupart des intellectuels, commentateurs et, bien sûr, une grande majorité des journalistes politiques.

Emmanuel Macron veut libérer l'emploi pour en créer, ils entendent que libéraliser le Code du travail va faciliter les licenciements. Il baisse les impôts sur le capital pour le débloquer, ils voient [un cadeau aux riches](#). En Guyane, il veut rompre la spirale mortifère des subventions et rétablir un peu de compétitivité locale, ils ne parlent que du « père Noël » qu'il refuse d'être. Aucun débat public ne part sur de bonnes bases, tous sont à caractère polémique. En France, on discute à l'infini de sa psychologie jupitérienne, on passe le temps autour des symboles et pas des faits, bref on tourne autour et à côté, faute de savoir tenir le débat sur le plan économique.

S'il était en Allemagne, le président français devrait affronter des arguments de fond et de valeur, et il aurait, sinon plus de peine, du moins des explications autrement plus lourdes à livrer sur ses plans.

Aucun débat public ne part sur de bonnes bases, tous sont à caractère polémique.

Nous sommes en France, pays où l'économie a toujours joué un rôle secondaire. On en connaît l'origine, l'Etat royal absolutiste puis la Révolution ont mis devant la politique. « *La politique de la France ne se fait pas à la corbeille* », avait joliment résumé le général de Gaulle. Les Français vont très loin dans cette direction et ils se font presque une fierté d'être nuls en économie, comme si, pour le village gaulois, c'était un produit d'importation

intellectuelle. Il en ressort un manque général de compétence de la classe politique et de l'administration, et une faiblesse globale d'analyse économique des politiques publiques. Le déficit se fait sentir cruellement aujourd'hui, le gouvernement manque d'expertise dans les domaines qu'il veut « transformer » : le logement, l'éducation, la formation, etc. Et l'administration à chaque détour reprend la main sur les textes avec une vision juridique et ignorante de l'économie concrète. Cela s'observe, hélas, sur les ordonnances « travail ».

Mais, à cette tradition séculaire, s'est ajouté ces dernières décennies, un combat « [contre le libéralisme](#) » qui a profondément pénétré dans le cortex national. On le vit quotidiennement dans le débat médiatique sur les réformes. On le voit plus en longueur dans le monde éducatif. L'économie n'est pas une science dure, ses lignes de force ont varié. Aujourd'hui, le monde universitaire a rompu avec le marxisme d'avant-hier depuis la chute du Mur, cette école s'est réduite à des chapelles militantes comme Attac, et, idem de l'autre côté, a rompu avec le libéralisme pur sucre qui avait dominé jusqu'à ce que la crise des subprimes le déconsidère. Néomarxistes et libertariens sont cantonnés. Pour une majorité des économistes, une synthèse s'est fait jour autour de la question de la régulation, le marché reste le principe de base mais il n'est pas naturellement efficient, il faut le tenir en laisse. Comment ? Voilà le sujet. Dans le monde universitaire, on assiste à ce que Denis Clerc, conseiller de la revue « Alternatives économiques », nomme une « *dépolitisation* »¹. Mais tel n'est pas le cas de [l'enseignement secondaire](#), au contraire. Y règne encore l'esprit Astérix de « la glorieuse résistance à l'[orthodoxie](#) ultralibérale ».

Professeurs, ministère, éditeurs des manuels et le syndicat Apses (Association des professeurs de sciences économiques et sociales), tout l'enseignement de l'économie au lycée se tient étroitement, fait bloc. Donner une culture économique aux Français passe forcément par le lycée : ils sont nombreux à avoir essayé. Michel Pébereau, ancien [PDG](#) de BNP Paribas, Claude Perdriel, fondateur de « L'Obs », ou le ministre de l'Economie Thierry Breton, tous ont sué sang et eau, tous ont échoué, la citadelle est imprenable. En 2008, l'Académie des sciences morales et politiques avait conclu que [l'enseignement de l'économie dans le secondaire](#) n'était pas seulement très mauvais mais finalement « *néfaste* ». Des réformes ont été péniblement décidées en 2010, le résultat demeure décourageant.

La lecture des instructions du ministère aux profs dit pourquoi. « *L'enseignement de l'économie et du social doit contribuer à l'éducation citoyenne de l'élève.* » Soit. Mais ne faut-il pas déjà que l'enseignement de l'économie enseigne l'économie ? Et le mot de « citoyen » ne rappelle-t-il pas un parti politique ? On lit ensuite : « *L'approche doit être distincte de la démarche purement académique.* » Bigre ! Existe-t-il une autre discipline où le secondaire donne tort au supérieur et à son Académie ? Qu'il faille enseigner une discipline et critiquer cette discipline, peut-être. Encore que cela est fait de façon très pauvre et très critiquable (encyclopédisme, renvoi à des documents de presse) et encore faudrait-il accepter d'exposer les faits, comme de parler des entreprises et de leurs contraintes, avant de les dénoncer, par militantisme antilibéral. La vérité est que le lycée n'apprend pas l'économie aux Français, il lui apprend à se méfier de l'économie.

Voilà pourquoi les Français ne comprennent rien aux réformes macroniennes et les « politisent » de façon caricaturale. Il faudra que le président de la République s'en préoccupe.

¹ Denis Clerc, « [L'enseignement de l'économie en France](#) », Nouvelles Fondations, 2006.